



N° Vert 80 00 88 88

Ne vous faites pas complices des crimes économiques, dénoncez toute fraude ou corruption dans les marchés publics !

Le projet SAFETY officiellement lancé



Des ambulances tricyles pour des missions de secours d'urgence P2

WATRAA

Les Vainqueurs

Hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses 12 Octobre 2017 N° 163 - Prix 250 F CFA

Sortie de crise socio politique au Togo

Abass Kaboua propose l'adoption du projet de loi par les députés sur instruction du Chef de l'Etat P3

Tergiversation de l'opposition autour du vote du projet de loi par l'A.N.

Les associations de la mouvance présidentielle disent oui au référendum et à la paix P2

Recrudescence des braquages avec armes de guerre



Le Col. Yark appelé à ne pas laisser d'espaces aux "microbes" P5

Marchés politiques les jours ouvrables



P4

C'est fini...!!!

Boycott de la rencontre avec l'OIF



La coalition de l'opposition sur une pente glissante P3

24 Nov - 14 Déc 2017 Foire LOME
Foire de toutes les opportunités

Thème : Le numérique au service des affaires

CETEF - LOME
B.P. 8000 Lomé - Togo
Tél: (00228) 22 35 07 27 / 90 31 76 37
Site web: www.cetef.tg / E-mail: cetef@formetocetef.tg

Le projet SAFETY officiellement lancé Des ambulances tricycles pour des missions de secours d'urgence

C'est la préfecture de Blitta, localité située à 300 km au nord de Lomé qu'a été officiellement lancé le projet SAFETY le 6 octobre dernier. Initiative de trois entités à l'instar de la Délégation à l'Organisation du Secteur Informel (DOSI), le ministère de la sécurité et de la protection civile et l'ONG pompiers volontaires. Ce projet selon le coordonnateur Rock Lamboni, est de premier secours, pour une couverture nationale en termes d'évacuation sanitaire dans les zones rurales et périurbaines. Ainsi selon lui, l'idée est de construire un maillage national, de telle sorte que chaque préfecture puisse bénéficier d'une couverture d'assistance sanitaire.

C'est le ministre de la sécurité et de la protection civile Yark Damehane qui a officiellement lancé le projet SAFETY. Au cours de son discours il a laissé entendre que ce projet rentre dans le cadre du mandat social du Chef de l'Etat qui est en cours et qui inscrit le bien être des populations comme priorité et axe majeur



de sa politique. « Le développement de notre pays comme partout ailleurs, passe par une amélioration substantielle des conditions de vie de nos communautés. C'est dans cette dynamique que s'inscrivent tous les efforts et actions du gouvernement dans tous les domaines dont celui de l'assistance et du secours aux populations qui est une mission essentielle de mon département » a ajouté le ministre.

Pour le préfet de Blitta Batossa Boukari, ces moyens matériels qui sont en l'occurrence des tricycles et des motos flambants neufs vont servir de transport dans les zones rurales des cas urgents comme les femmes enceintes, les blessés les cas de morsures de serpents veni-

meux et tout autres accidents pour évacuer assez promptement les cas extrêmes d'urgence sanitaires vers les centres de santé pour bénéficier des soins adaptés. Il faut dire qu'en dehors du transport, le projet permettra aussi d'assu-



rer une reconversion à certains conducteurs de taxi-motos et générer des emplois, tout en formant des secouristes en zone rurale. Ainsi pour l'ensemble du projet, il est prévu 92 tricycles ambulances, 92 motos deux roues, 46 tricycles

passagers et 46 tricycles bagage. Ce projet a déjà formé 372 jeunes volontaires dont une vingtaine de filles en secourisme, code de la route et entrepreneuriat.

Charles

Tergiversation de l'opposition autour du vote du projet de loi par l'A.N.

Les associations de la mouvance présidentielle disent oui au référendum et à la paix

Les 4 et 5 octobre derniers, les associations de la mouvance présidentielle ont organisé des meetings à Lomé pour dire oui au référendum. Il s'agit pour la mouvance présidentielle et associations affiliées d'aller de l'avant dans la modernisation du dispositif institutionnel et constitutionnel du Togo.

Pour son porte parole Noël Depouk'n, c'est par un référendum que l'ensemble



de la communauté internationale sera témoin de ce que veut la majorité des togolais. Ainsi, le peuple qui croit que la Constitu-

tion de 1992 est la panacée devra affronter dans les urnes, le peuple qui pense différemment. « Cet exercice

Suite à la p 5

Siège : Derrière EPP Kélégougan
Tél : 90-02-52-45 / 22-61-13-06
E-mail : micheltchadja@yahoo.fr
c/s Casier N° 087. 13 BP152
LOME-TOGO

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Michel Yao TCHADJA
(alias Ezi Akoma)
Cel : 90-02-52-45 / 22-32-92-57

SECRÉTAIRE DE REDACTION

Pamphile S. NUMENYA

REDACTION

EZI Akoma

Achile
A. Fic
Jack Nukunu
Hubertine Akoui
Séna Le Libre Penseur

INFOPHOTOGRAPHE

Pamphile S. NUMENYA

IMPRIMERIE

La Colombe
Tirage : 3.000 Exemplaires
Récupéré N° 0471/29/05/13/HAAC

**Annonces et pubs :
appelez le 90-02-52-45**

*Retrouvez
votre Journal*

W ARAA
Les Vainqueurs

*chaque jeudi
dans les kiosques*

Numéros Utiles

CHU Tokoin :	22-21-25-01
CHU Campus :	22-25-77-68
	22-25-47-39
	22-25-78-08
Commissariat Central :	22-21-28-71
Sûreté Nationale :	22-22-21-21
Pompiers :	118 ou 22-21-67-06
Gendarmerie (Secours et assistance)	
	172 ou 22-22-21-39
Police secours	117

Boycott de la rencontre avec l'OIF La coalition de l'opposition sur une pente glissante

Dans l'optique d'apporter sa pierre à la résolution de la crise politique togolaise, l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) comptait envoyer une mission mardi dernier au Togo pour échanger avec les acteurs politiques. Au cours d'une conférence de presse tenue le même jour, la coalition de l'opposition a indiqué qu'elle ne rencontrera pas la délégation de l'OIF. A l'entendre, elle n'est pas prête à échanger avec la nigérienne Aichatou Midaoudou qui est à la tête de ladite mission. « La coalition a décidé de ne pas rencontrer la mission de l'OIF non pas parce qu'elle a quelque chose contre l'OIF mais à cause de la délégation qui est envoyée », a laissé entendre Mme Brigitte Adjamagbo, coordonnatrice de la coalition des



14 partis de l'opposition. En effet, l'opposition reproche à la responsable de la mission d'avoir joué un mauvais rôle en 2005 avec le Niger et la CEDEAO. Il faut rappeler que ce n'est pas la première fois que l'opposition togolaise rejette les institutions internationales. La preuve, elle va marcher le 18 octobre prochain pour exprimer son désaccord avec la CEDEAO au sujet du référendum. « Nous trou-



vons que la CEDEAO est allée très loin en incitant le gouvernement à fixer d'ores et déjà la date du référendum alors que le peuple réclame le retour à la constitution de 1992 », a indiqué Mme Adjamagbo. Ce n'est donc pas la responsable de la mission de l'OIF qui pose problème mais c'est l'opposition elle-même. En effet, elle a pris l'habitude de dénigrer toutes les institutions internationales qui ont le courage de lui

dire la réalité en face. En refusant de rencontrer la mission de l'OIF, l'opposition togolaise est en train de mettre de côté une force internationale qui devait l'accompagner dans sa lutte. Cette institution a déjà joué un grand rôle déterminant dans l'élection présidentielle de 2015. Elle a en effet contribué à régler le problème de fichier électoral. Elle aurait pu une fois encore essayer de rapprocher le pouvoir de l'opposition. En rejetant l'OIF et les

autres institutions, l'opposition est sur une pente glissante. Quand le gouvernement tient tête à l'opposition dans un pays ce sont ces institutions qui jouent l'arbitre en le ramenant à la raison. Mais l'opposition togolaise donne l'impression qu'elle peut combattre à la fois le pouvoir et les institutions internationales. Parlant de la nigérienne Aichatou Midaoudou, il faut souligner que même si elle avait joué un mauvais rôle par le passé, elle vient maintenant au nom d'une institution respectable. L'opposition aurait pu accueillir la mission avant de juger de sa crédibilité. Décidément, l'opposition togolaise s'illustre par une fuite de responsabilité qui continue de prendre le peuple togolais en otage.

J. N.

Sortie de crise sociopolitique au Togo

Abass Kaboua propose l'adoption du projet de loi par les députés sur instruction du Chef de l'Etat

La crise sociopolitique que traverse le Togo depuis le 19 Août interpelle la classe politique togolaise. Ce 11 octobre à Lomé, le Mouvement des Républicains Centristes (MRC) d'Abass Kaboua a donné sa position pour une sortie de crise au cours d'une conférence de presse. En effet, le MRC propose que le Chef de l'Etat togolais demande à l'assemblée nationale une relecture du texte gouvernemental portant sur le projet de loi relatif aux réformes constitutionnelles, en

vue de son adoption par les députés. Pour lui, nul n'a le droit de s'amuser avec le mandat représentatif du peuple. Dans sa déclaration liminaire qui a sanctionné la conférence de presse, le Mouvement des Républicains Centristes a aussi condamné avec fermeté toutes formes de violences d'où qu'elles viennent et met en garde les auteurs. Dans le souci de l'apaisement, le parti d'Abass Kaboua demande au Chef de l'Etat la libération des



personnes détenues dans le cadre des manifestations des 19 août, des 6 et 7 septembre 2017. Cette sortie médiatique a été une occasion pour le parti de

faire une brève historique du parcours politique du Togo. Ainsi pour le président du MRC, depuis 1990, le Togo n'a connu qu'une série de crises. Crises que les acteurs

sociopolitiques ont toujours tenté de résoudre par des dialogues, des concertations, voire des accords, qui malheureusement à chaque tentative, l'échec est au rendez-vous.

Selon Abass Kaboua, la recherche des solutions aux crises togolaises a toujours été l'objectif visé par le MRC c'est d'ailleurs à juste titre que le parti était aux cotés des autres formations politiques à l'atelier de réflexion du HCCRUN sur les réformes institutionnelles et constitutionnelles.

Marches politiques les jours ouvrables

C'est fini...!!!

Les marches politiques sont désormais interdites les jours ouvrables c'est à dire de lundi à vendredi, suite à «des troubles graves à l'ordre public enregistrés lors des dernières manifestations de la coalition de l'opposition», a annoncé mardi soir, le ministre de l'administration territoriale Payadowa Boukpepsi.

Ce dernier était face aux professionnels des médias. Il avait à ses côtés, le ministre de la sécurité et le directeur de la communication de la présidence de la République.

Cette rencontre avait pour objectif notamment de faire le «point» des manifestations organisées par l'opposition depuis le 19 août.

«Après deux mois de manifestations publiques organisées par la coalition des 14 partis de l'opposition, il y a eu des dérives graves qui ont entraîné des troubles graves à l'ordre public. Il y a eu des appels à la désobéissance civile, des appels au sabotage économique, même des appels aux meurtres lancés par des manifestants à l'endroit des autorités et des membres de leurs familles et des services de sécurité», a souligné

Payadowa Boukpepsi. «Il est également à noter la présence de manifestants munis de pistolet à Lomé et d'armes de guerre à l'intérieur du pays. Il a été également relevé des violences sur les forces de l'ordre et sur la population avec des destructions de biens notamment à l'intérieur du pays», a-t-il précisé, ajoutant que ces «dérives ont été re-



levées au cours des manifestations des 19 août, 7, 20 et 21 et sept et 4 et 5 octobre».

Au niveau des organisateurs, a-t-il poursuivi, «personne n'a appelé à la retenue, à la modération ou condamné ce qui s'est passé»: «Et chaque fois que nous les recevons et leur notifiions les dérives constatées, ils nous ont toujours promis qu'ils prendront des dispositions pour faire en sorte que les manifestations soient pacifiques. Mais la violence a plutôt persisté».

«Alors, nous ferons en sorte que la loi soit appliquée dans toute sa rigueur. Dans ce sens, en semaine, les marches sont interdites. Les gens peuvent se retrouver en un lieu fixe et faire leur meeting ou réunion publique.

En week-end, c'est-à-dire les samedis et dimanches, ils peuvent faire leur marche. C'est valable pour tout le

monde. La loi nous autorise à prendre cette décision», a martelé Payadowa Boukpepsi.

Cette mesure, selon lui, n'entrave pas la liberté de manifestations: «la liberté de manifestations est toujours garantie au Togo, elle n'aura pas de blocage, mais se fera au respect de la loi».

Le ministre de la sécurité a de son côté appelé tout le monde au sens de «responsabilité».

«La paix, ce n'est pas une denrée qu'on achète, on doit la préserver. On a vu des armes

dans les mains des manifestants, c'est inquiétant. Et le travail devient de plus en plus compliqué pour encadrer une marche», a-t-il précisé. Cette mesure intervient, quelques heures après l'annonce d'une marche le mercredi 18 octobre par la coalition de l'opposition, prévue pour chuter devant le siège de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest CÉDEAO à Lomé.

«La lutte continue. Nous annonçons déjà pour le mercredi 18 octobre, une grande marche qui ira vers les bureaux de la CÉDEAO à Lomé pour dire à la Cédéao que nous ne sommes pas d'accord avec le référendum qu'elle semble encourager», avait déclaré Mme Brigitte Adjamagbo-Johnson, lors d'une conférence de presse.

La CÉDEAO, l'Union Africaine (UA) et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) ont invité le 4 octobre dernier, le gouvernement togolais à fixer une «date» pour le «référendum» sur le projet de loi constitutionnelle. Dans une déclaration commune, ces trois organisations avaient pris

«acte en particulier de l'adoption du projet de loi constitutionnelle visant à modifier les articles pertinents de la Constitution togolaise» et encouragé l'opposition «à saisir cette occasion pour faire avancer les réformes constitutionnelles».

Selon Mme Adjamagbo-Johnson, l'organisation sous-régionale est «allée très loin en incitant le gouvernement à annoncer une date pour le référendum».

«Or ce que le peuple veut, c'est le retour pur et simple à la constitution de 1992», a-t-elle insisté.

Le regroupement de 14 partis politiques de l'opposition exige notamment le retour à la constitution de 1992, la révision du cadre électoral et l'instauration du droit de vote des togolais de l'étranger.

Précisons qu'au moins quatre personnes sont mortes depuis le début des manifestations de l'opposition le 19 août et plusieurs blessés dans les rangs des forces de l'ordre, selon un bilan officiel. Plusieurs dégâts matériels sont également enregistrés.

Waraa/Savoirnews

Meeting de sensibilisation et d'explication

UNIR Golfe a outillé les populations sur le contenu des réformes

«Le peuple togolais soutient le président Faure Gnassingbe pour les réformes dans l'intérêt de la jeunesse», c'est en effet sous ce thème que UNIR Golfe a mobilisé les populations d'Agoè et ses environs pour les outiller sur ce que c'est que les réformes le 5 octobre dernier.

Pour le président de la délégation spéciale du Golfe Kossi Aboka, cette initiative a lieu d'être car il est constaté un peu partout que tout le monde parle des réformes sans toutefois savoir de quoi il s'agit vraiment. « Nous sommes venus ce



soir expliquer à la population d'Agoè Nyivé et ses environs quel est le contenu des réformes, que veut dire ces réformes pour que les jeunes puissent comprendre

réellement ces réformes pour que nous puissions vivre en paix ».

Pour Aboka Kossi, ces réformes en réalité vont dans l'intérêt de la jeunesse togolaise par ce

qu'elles vont aider les jeunes à avoir accès au parlement puisque le mandat présidentiel étant limité à deux, il faut également que les jeunes qui ont la li-

cence, la maîtrise ou tout diplôme universitaire puissent avoir la chance de contribuer au développement du pays par leur participation et la gestion du pays.

Cette sortie a permis à la population d'Agoè de s'intéresser à la chose politique. Interrogés sur les lieux, nombreux ont affiché leur goût pour cette explication. C'est le cas d'Edem, jeune étudiant en droit qui a toujours été passionné par la politique.

Charles

Recrudescence des braquages avec armes de guerre

Le Col. Yark appelé à ne pas laisser d'espaces aux "microbes"



Nous sommes dans le dernier trimestre de l'année. A l'instar des années précédentes, les actes d'insécurité s'annoncent déjà. La semaine dernière, certains braqueurs encore appelés "microbes" par les ivoiriens ont semé la terreur au grand marché de Lomé. Ils étaient en possession des armes de guerres.

Selon le communiqué pondu par le ministre de la sécurité, 5 personnes ont trouvé la mort dans ce braquage qui visait des cambistes. Parmi les victimes figurent deux malfaçons lynchés par la population. Il y a également 11 blessés évacués dans les centres de santé. Ce communiqué précise que les malfaçons ont abandonné sur les lieux de leur forfait une moto, 5



chargeurs de fusils automatiques ainsi que des cartouches de 7,62 millimètres.

Un autre réseau de braqueurs a été également anéanti la semaine dernière au nord du pays. Ces braqueurs ont été les premiers à ouvrir le feu sur une équipe de patrouille qui s'approchait vers eux. La réplique a permis aux forces de l'ordre de les abattre sur champ. Ils étaient en possession des armes de fabrication artisanale et une moto.

A chaque fin d'année, les braqueurs sèment la ter-

reur au sein de la population. Les cas de la semaine dernière montrent qu'ils ont repris du service. La population commence d'ores et déjà à paniquer. Le ministère de la sécurité est alors interpellé. Il doit rapidement redoubler d'efforts pour empêcher aux malfaçons d'accomplir leurs basses besognes. Pour y parvenir, le gouvernement à l'impérieux devoir de donner les moyens adéquats à ce ministère dont la tâche première est de protéger la population.

La Rédaction

Tergiversation de l'opposition autour du vote du projet de loi par l'A.N.

Les associations de la mouvance présidentielle disent oui au référendum et à la paix

Suite de la page 2

démocratique historique nous mettra tous d'accord sur les réformes à opérer ainsi que sur les modalités de leur mise en œuvre ». Ces sorties ont été une occasion pour les femmes de la mouvance présidentielle de lancer un cri d'alarme en faveur de la paix. Pour leur porte parole Essohanam Kpanka, la paix et la sécurité rassurante

font désormais partie de la vie quotidienne des Togolais. Et s'ils ont encore tous à déplorer des problèmes économiques et sociaux comme il en existe sous toutes les latitudes, ils doivent cependant reconnaître que le Togo reprend des couleurs et de la vigueur et qu'il a plus que jamais besoin que ses fils s'unissent et se donnent la

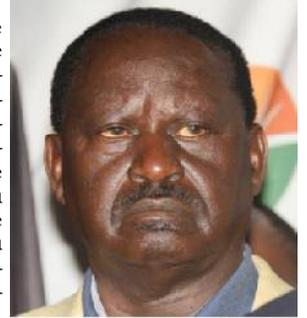
main pour venir à bout de l'ennemi commun qui est la pauvreté.

Ces femmes ont par ailleurs dénoncé les violences et surtout les pertes en vies humaines souvent occasionnées par des manifestations de rues avec pour finalité, l'obtention par la force de réformes politiques.

Charles

Présidentielle au Kenya : Raila Odinga se retire

Raila Odinga s'est retiré mardi du nouveau vote prévu, après décision judiciaire, pour l'élection présidentielle prévue le 26 octobre. Le chef de l'opposition kenyane estime que le vote ne serait pas libre ou juste et il a donc décidé de laisser le président Uhuru Kenyatta comme seul candidat à sa propre succession.



Le président sortant, Uhuru Kenyatta, a indiqué que l'élection se déroulerait comme prévu, promettant d'obtenir plus de votes qu'en août et affirmant que son parti n'avait pas le temps de "parler de rhétorique vide et de politique de division".

Mais ces annonces prolongent près de trois mois d'incertitude politique qui inquiète les citoyens et affaiblit le Kenya, la plus grande économie de l'Afrique de l'Est et un allié occidental dans une région troublée par les conflits.

Un allié d'Odinga a appelé à des manifestations à l'échelle nationale à partir de mercredi, soulevant la perspective de plus d'affrontements entre la police et les manifestants alors que le précédent scrutin a déjà entraîné la mort de 35 personnes. En 2007, l'élection contestée avait fait plus de 1200 morts.

Dans son annonce, Odinga

a réitéré les critiques précédentes sur le comité électoral, critiquant la commission électorale et de délimitation indépendante (IEBC), qui n'a pas remplacé certains fonctionnaires, qu'il a accusés d'irrégularités dans le sondage du 8 août. "Il n'y a aucune intention de la part de l'IEBC d'apporter des changements à ses opérations et à certaines parties du personnel pour s'assurer que les illégalités et les irrégularités qui ont conduit à l'invalidation du 8 août ne se reproduisent plus", a déclaré Odinga lors d'une conférence de presse dans la capitale de Nairobi.

Le 1er septembre, la Cour suprême a annulé la victoire de l'actuel président, Mr Kenyatta en raison d'irrégularités procédurales et a ordonné une nouvelle élection entre Kenyatta et Odinga dans les 60 jours.

Afrik

COMMISSION TECHNIQUE DE GESTION ET DE SUIVI DE L'AIDE DE L'ÉTAT À LA PRESSE

COMMUNIQUE
de la Commission Technique de Gestion et de Suivi de l'Aide de l'Etat à la Presse

Le Président de la Commission Technique de Gestion et de Suivi de l'Aide de l'Etat à la Presse invite les responsables des organes de presse ayant postulé pour bénéficier de l'aide de l'Etat pour l'année 2016 à une rencontre d'information et d'échanges au siège de la HAAC à Agbalépédogan, le jeudi 12 octobre 2017 à 9h00 précises.

Les échanges porteront, notamment, sur les modalités de répartition de l'aide 2016 aux bénéficiaires.

Cette rencontre achève le processus d'octroi de l'aide de l'Etat à la presse pour l'exercice 2016.

Fait à Lomé, le 11 octobre 2017

Le Président
BASSA BABAKA

SAVOIR NEWS

La Première Agence de Presse Privée au Togo

www.savoirnews.net

L'INFO en continu 24H/24

Tél (228) 90 04 19 64 / 91 45 34 50 / 99 35 29 23

E-mails : savoir.news@yahoo.fr / info@savoirnews.net

5^{ème} édition du tournoi de l'Amitié Agbatagan FC a pris sa revanche sur rangers d'Avépozo en finale

La coupe de l'amitié a connu son apothéose dimanche 24 Septembre dernier sur le terrain de l'EPP d'Agbata Lanzo avec le sacre de l'équipe d'Agbata Allaglio Agbatagan FC. Cette finale a été le remake de celle de 2016 où Rangers l'avait emporté sur un score de 1 but à 0. Seulement la dame coupe a décidé de changer de camp cette année et à l'arrivée Agbatagan Fc a pris sa revanche en venant à bout de Rangers à l'issue des séances de tirs au but 4 tirs au but contre 2. Les 2 équipes n'avaient pas pu marquer lors des 90 mi-



nutes. Démarrée le 12 Août 2017 la compétition a regroupé 15 équipes venues des localités entre autre d'Agbata Lanzo, Dague, Avépozo Kpogan et Agodékè.

Il s'agit pour Foli-Adjon Kankoé soutenu par le parrain du tournoi Togbui Koami Lanzo de participer à la promotion du football dans la préfecture des lacs et plus précisément dans le district du littoral d'Agbodrafo. Pour le parrain Togbui Lanzo, des dispositions seront prises l'année prochaine pour que le terrain soit nivelé pour une meilleure expression des joueurs, il a remercié en outre le préfet des Lacs Norbert Tèvi Daté dont l'ambition est de voir cette compétition réunir plus d'équipes des lacs et du Golfe. Plusieurs

prix dont un trophée et une enveloppe offerte par ADOUVI Koffi Didace promoteur du CS Le bon ont été distribués aux meilleurs du tournoi. Des attestations de reconnaissances ont été également distribuées aux partenaires entre autre le préfet, Togbui VonDjogbe Koffisaka, LAWSON - NOUDO Tèvi, Didace ADOUVI Emile AKPABLI et autres. La 3^{ème} place est revenue à RKL Vainqueur en match de classement de après sa victoire sur un score d'un but à 0.

James

Football/Une Coupe du monde 2018 aux trois quarts pleine

Les joueurs de l'équipe de Portugal fêtent leur qualification pour la Coupe du monde 2018.

On connaît désormais 23 des 32 équipes qui disputeront la phase finale de la Coupe du monde 2018 de football (14 juin au 15 juillet en Russie). L'Argentine, la Colombie, l'Uruguay et le Panama se sont qualifiés dans la nuit du 10 au 11 octobre 2017. Les neuf derniers participants seront désignés entre le 6 et le 14 novembre, avec la fin des éliminatoires.

Les trois-quarts ou presque des équipes (23 sur 32) qualifiées pour la phase finale de la Coupe du monde 2018 de football (14 juin au 15 juillet en Russie) sont connus.

Il ne reste donc plus que neuf places à décrocher avant le tirage au sort du tournoi qui aura lieu le 1er décembre 2017 à Moscou.

L'Argentine, la Colombie, l'Uruguay et le Panama ont été les dernières sélections à valider leur billet pour le Mondial 2018.

Le scandale de Panama ?
La qualification du Panama pour sa première Coupe du monde, dans la nuit du 10 au 11 octobre 2017, a d'ailleurs créé un début de polémique. Les Panaméens ont en effet

égalisé face aux Costariciens avant de s'imposer 2-1 grâce à un but imaginaire : le ballon n'avait pas franchi la ligne.

Du coup, les Etats-Unis, battus 2-1 à la surprise générale à Trinidad-et-Tobago, ne disputeront pas le Mondial pour la première fois depuis 1986. Les Américains terminent ainsi cinquièmes des éliminatoires dans la zone Concacaf derrière les Mexicains, les Costariciens et les Panaméens (directement qualifiés) ainsi que les Honduriens, qui disputeront un barrage face aux Australiens, en novembre.

Fin du rêve pour la Syrie

L'Australie, qui dispute les éliminatoires dans la zone asiatique [2], a en effet obtenu le droit d'affronter le Honduras, le 10 octobre à Sydney, en pré-barrage retour. Les « Socce roos » ont terriblement souffert pour battre une vaillante équipe de Syrie 2-1 après prolongation. A pré-barrage aller, les Syriens avaient décroché le nul 1-1. C'est donc la fin du rêve pour la sélection syrienne et ses supporters.

Pas de surprise pour le reste. On connaissait déjà les quatre nations asiatiques déjà qualifiées pour la Coupe du

monde 2018 : l'Arabie Saoudite, la Corée du Sud, l'Iran et le Japon.

Lionel Messi sauve l'Argentine

Dans la zone Amérique du



Sud, en revanche, le suspense était à son comble. La grande question était de savoir si l'Argentine allait louper le Mondial, ce qui aurait été une première depuis 1970. Mais les Argentins se sont imposés 3-1 en Equateur grâce à trois buts de la superstar Lionel Messi. Les Argentins, finalistes du Mondial 2014, seront accompagnés des Uruguayens (vainqueurs 4-2 des Boliviens) et des Colombiens (qui ont fait match nul 1-1 au Pérou). Pas de Chiliens à la Coupe du monde 2018, en revan-

che. Les vainqueurs des deux dernières Copa America ont été balayés 3-0 par des Brésiliens déjà assurés d'aller en Russie l'été prochain. La sélection chilienne termine

intereuropéens, joués les 9 (matches aller) et 14 novembre (matches retour). La Croatie, le Danemark, l'Eire, l'Irlande du Nord, l'Italie, la Grèce, la Suède et la Suisse - qui ont toutes finies deuxième au classement de leur groupe - y prendront part. Le tirage au sort de ces confrontations est prévu le 17 octobre à Zurich.

Gros suspense en Afrique

Reste l'Afrique où seules l'Egypte et le Nigeria ont confirmé leur présence pour le deuxième plus grand événement sportif après les Jeux olympiques d'été. Trois places seront encore en jeu lors de la dernière journée des éliminatoires.

COUPE DU MONDE 2018 : LES ÉQUIPES QUALIFIÉES

Afrique : Egypte, Nigeria
Amérique du Nord, centrale et Caraïbes : Costa Rica, Mexique, Panama
Amérique du Sud : Argentine, Brésil, Colombie, Uruguay

Asie : Arabie Saoudite, Corée du Sud, Iran, Japon

Europe : Allemagne (tenant), Angleterre, Belgique, Espagne, France, Islande, Pologne, Portugal, Russie (hôte), Serbie

COUPE DU MONDE 2018 : LES ÉQUIPES EN BARRAGES

Amérique du Nord, centrale et Caraïbes : Honduras

Amérique du Sud : Pérou

Asie : Australie

Europe : Croatie, Danemark, Eire, Irlande du Nord, Italie, Grèce, Suède, Suisse

Océanie : Nouvelle-Zélande

RFI

LES N° VERTS DE L'OTR

POUR SIGNALER
TOUT FAIT SUSPECT
VEUILLEZ COMPOSER

N° VERT

8280

Anticorruption

POUR TOUT RENSEIGNEMENT
INFORMATION OU CONSEIL
VEUILLEZ COMPOSER LE

N° VERT

8201

Renseignements



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

A partir du 1^{er} janvier 2016

**EXIGEZ
LA QUITTANCE
SÉCURISÉE
POUR PLUS DE
TRANSPARENCE
DANS LA COLLECTE
MANUELLE DES
RECETTES DE L'ETAT**



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



Annuaire TOGO



Tegotelecom

www.annuairestogo.tg



Nous sommes l'outil qu'il vous manque.



Renforcez votre visibilité



Augmentez votre impact

Powered by
QIECH Software